

Art. 15. § 1^{er}. Le conseiller adjoint est assimilé à un agent du rang 10 dans la hiérarchie du personnel de l'Etat.

§ 2. Son échelle de traitement est celle reprise sous la rubrique 10B des échelles de traitement des grades communs des agents de l'Etat.

Après cinq ans d'ancienneté dans l'exercice de la fonction, il peut obtenir l'échelle de traitement 10C.

Art. 16. Pour la détermination de l'ancienneté pécuniaire du directeur, il peut être tenu compte de l'exercice des fonctions et de l'expérience telles qu'exigées par l'article 6 du présent arrêté, avec un maximum de six ans.

Art. 17. Sous réserve des dispositions du présent arrêté, les dispositions applicables en matière de sécurité sociale aux agents de l'Etat qui ne sont pas nommés à titre définitif, sont applicables au directeur et aux conseillers adjoints.

Art. 18. § 1^{er}. Le Ministre de la Justice met à la disposition du directeur le personnel administratif ainsi que les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Il peut être pourvu à ces emplois par des agents statutaires ou contractuels du Ministère de la Justice ou du personnel administratif statutaire ou contractuel des greffes et parquets.

§ 2. L'agent qui se trouve dans un lien statutaire est mis à disposition et est remplacé dans son emploi d'origine.

Toutefois, cette période est assimilée à une période d'activité de service durant laquelle il garde ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

§ 3. Lorsque l'agent se trouve dans un lien contractuel, son employeur lui propose une suspension de son contrat pour toute la durée de sa mise à disposition.

Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement dans son échelle de traitement.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 15. § 1. De adjunct-adviseur wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 10 in de hiërarchie van het Rijkspersoneel.

§ 2. Zijn weddeschaal is deze die hernomen wordt onder de rubriek 10B van de weddeschalen van de gemene graden van de Rijksambtenaren.

Na vijf jaar het ambt uitgeoefend te hebben, kan hij de weddeschaal 10C bekomen.

Art. 16. Voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit van de directeur kan worden rekening gehouden met de uitgeoefende functies en de ervaring zoals vereist in het artikel 6 van het onderhavige besluit, met een maximum van zes jaar.

Art. 17. Onder voorbehoud van de bepalingen van dit besluit zijn de bepalingen inzake sociale zekerheid die van toepassing zijn op de Rijksambtenaren die nog niet definitief zijn benoemd, van toepassing op de directeur en op de adjunct-adviseurs.

Art. 18. § 1. De Minister van Justitie stelt aan de directeur het administratief personeel alsook de middelen ter beschikking die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdracht.

Deze betrekkingen kunnen worden toegekend aan statutaire of contractuele ambtenaren van het Ministerie van Justitie of statutair of contractueel administratief personeel van de griffies en parketten.

§ 2. De ambtenaar die zich in een statutair verband bevindt met de Staat, wordt ter beschikking gesteld en vervangen in zijn oorspronkelijke betrekking.

Deze periode wordt echter gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit gedurende dewelke hij zijn rechten op bevordering en op bevordering in zijn weddeschaal behoudt.

§ 3. Indien de ambtenaar zich in een contractueel verband bevindt, biedt zijn werkgever hem een schorsing van zijn arbeidsovereenkomst aan voor de gehele duur van zijn terbeschikkingstelling.

Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering in zijn weddeschaal.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie :
S. DE CLERCK

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 2976

[S - C - 97/00787]

14 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal autorisant l'Office régional bruxellois de l'Emploi à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter l'article 5, alinéa 1^{er}, et l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques au bénéfice de l'Office régional bruxellois de l'Emploi. Ledit Office est un organisme d'intérêt public classé dans la catégorie B visée à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Conformément à l'article 16, § 1^{er}, de la loi coordonnée le 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, l'Office régional bruxellois de l'Emploi exécute des missions dévolues à l'Office national de l'Emploi par l'article 7, § 1^{er}, a, d, e, f et g, de l'arrêté-loi du

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 2976

[S - C - 97/00787]

14 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit waarbij aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling machtiging wordt verleend toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe artikel 5, eerste lid, en artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen uit te voeren ten behoeve van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling. Deze Dienst is een instelling van openbaar nut, gerangschikt in categorie B, bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Overeenkomstig artikel 16, § 1, van de gecoördineerde wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, voert de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling de opdrachten uit die zijn toegekend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bij

28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi que des tâches autrefois assignées à l'Office national de l'Emploi dans le cadre de l'exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale en ce qui concerne le placement des chômeurs.

Conformément au protocole du 22 novembre 1988 réglant les relations entre les organismes issus de la restructuration de l'Office national de l'Emploi, l'Office régional bruxellois de l'Emploi est tenu de diffuser à l'ONEM ou au FOREM, à l'Institut bruxellois francophone de formation professionnelle et au V.D.A.B. les informations basées sur des constatations objectives, qui s'avèrent nécessaires à l'exécution des missions légales et réglementaires dont ces organismes sont chargés et vice-versa. De même, en exécution de l'Accord de Coopération conclu le 7 avril 1995 entre l'Etat, les Communautés et les Régions concernant le plan d'accompagnement des chômeurs, l'Office régional bruxellois de l'Emploi est censé échanger les données nécessaires avec les organismes précités.

Lorsque ceux-ci demandent ou communiquent lesdites données, l'Office régional bruxellois de l'Emploi est confronté à un problème d'identification des personnes concernées. A cet égard, l'utilisation du numéro d'identification du Registre national constitue la seule solution totalement efficace.

De même, en ce qui concerne l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, de la loi du 8 août 1983 susmentionnée, les nom et prénoms, le lieu et date de naissance et la résidence principale constituent les informations minimales nécessaires pour identifier une personne déterminée dans le fichier de données.

Quant à la date de naissance, il y a lieu de préciser que cette information est déterminante pour décider, en fonction de la catégorie d'âge du demandeur d'emploi, dans quelle liste de pointage l'intéressé doit figurer. Cette date sert aussi lors de l'examen de la prise en compte des personnes concernées dans les programmes d'emploi, où des limites d'âge sont souvent fixées par la loi.

La résidence principale détermine par ailleurs le lieu de pointage assigné au demandeur d'emploi.

En outre, la législation relative à la protection du travail des femmes oblige l'Office régional bruxellois de l'Emploi à connaître le sexe des demandeurs d'emploi.

La nationalité est une donnée essentielle pour établir le droit au travail en Belgique, indépendamment de la possession éventuelle d'un permis de travail.

Il va sans dire que la profession exercée par la personne concernée est une donnée essentielle pour le placement et doit dès lors être impérativement connue.

Quant à l'état civil et à la composition du ménage, il s'agit d'informations qui interviennent dans le traitement des offres d'emploi.

Il est proposé de limiter à cinq ans l'extension dans le temps de l'accès à l'historique des données énumérées ci-dessus (art. 3, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 susvisée). Ce délai se justifie par le fait que la période moyenne d'inscription d'un demandeur d'emploi est de dix mois et que le dossier est conservé ensuite pendant quatre ans.

L'utilisation du numéro d'identification du Registre national permettra d'une part, dans le cadre de la gestion interne de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, d'éviter les doubles emplois — inconvénient fréquemment relevé en cas de changements d'adresse répétés du demandeur d'emploi —, et d'autre part, dans le cadre des rapports que cet Office entretient avec d'autres organismes remplissant des missions de service public, d'éviter les confusions lors des échanges d'informations.

L'accès aux informations du Registre national apparaît nécessaire eu égard à l'importance pour l'Office de tenir soigneusement à jour son fichier de données, de façon qu'il puisse gérer avec célérité les dossiers relatifs aux offres d'emploi et au statut social des demandeurs d'emploi.

Il y a lieu de rappeler également que l'Office national de l'Emploi, poursuivant des finalités identiques à celles de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, a obtenu l'autorisation d'accéder aux informations et d'utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques par deux arrêtés royaux datés du 26 septembre 1988.

artikel 7, § 1, a, d, e, f, en g, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders alsook de taken die vroeger waren toegewezen aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in het kader van de uitvoering van de maatregelen betreffende de plaatsing van werklozen die door de nationale overheid waren getroffen.

Overeenkomstig het Protocol van 22 november 1988 tot regeling van de betrekkingen tussen de instellingen ontstaan uit de herstructurering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, is de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling verplicht de informatiegegevens, gebaseerd op objectieve vaststellingen, die noodzakelijk blijken te zijn voor de uitvoering van de wettelijke en reglementaire opdrachten waarmee deze instellingen zijn belast, door te geven aan de RVA, of FOREM, aan het Brusselse Franstalige instituut voor beroepsopleiding en aan de VDAB en vice versa. In uitvoering van het Samenwerkingsakkoord dat op 7 april 1995 werd afgesloten tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het begeleidingsplan voor de werklozen, wordt de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling verondersteld de nodige gegevens uit te wisselen met de voornoemde instellingen.

Wanneer deze instellingen deze gegevens opvragen of meedelen, staat de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling voor een probleem van identificatie van de betrokken personen. In dit opzicht is het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister de enige volledig efficiënte oplossing.

Wat de toegang tot de informatiegegevens, bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 betreft, zijn tevens de naam en voornamen, de geboorteplaats en -datum en de hoofdverblijfplaats de minimale gegevens die noodzakelijk zijn om een bepaalde persoon te identificeren die in het gegevensbestand is opgenomen.

Wat de geboortedatum betreft, moet verduidelijkt worden dat deze informatie bepalend is om, afhankelijk van de leeftijdscategorie van de werkzoekende, te beslissen op welke stempellijst de betrokkene moet worden ingeschreven. Deze datum dient eveneens voor het onderzoek van het in aanmerking nemen van de betrokken personen voor de werkgelegenheidsprogramma's, waarvoor leeftijdsgrenzen vaak bij de wet zijn vastgelegd.

De hoofdverblijfplaats bepaalt bovendien de stempelplaats die wordt toegewezen aan de werkzoekende.

De wetgeving betreffende de arbeidsbescherming van vrouwen verplicht de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling bovendien het geslacht van de werkzoekenden te kennen.

De nationaliteit is een essentieel gegeven om het recht op arbeid in België vast te stellen, onafhankelijk van het eventuele bezit van een arbeidsvergunning.

Het spreekt vanzelf dat het beroep dat wordt uitgeoefend door de betrokken persoon een essentieel gegeven is voor de plaatsing en bijgevolg noodzakelijkerwijs gekend moet zijn.

Wat de burgerlijke staat en de samenstelling van het gezin betreft, gaat het over informatiegegevens die in aanmerking worden genomen bij de behandeling van de werkaanbiedingen.

Er wordt voorgesteld de uitbreiding in de tijd van de toegang tot de opeenvolgende wijzigingen van de hierboven opgesomde gegevens (art. 3, tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983) te beperken tot vijf jaar. Deze termijn wordt gerechtvaardigd door het feit dat de gemiddelde inschrijvingsperiode van een werkzoekende tien maanden bedraagt en dat het dossier vervolgens gedurende vier jaar wordt bewaard.

Het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister zal er enerzijds, in het kader van het intern beheer van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, voor zorgen dat dubbel gebruik wordt vermeden — een nadeel dat regelmatig wordt opgemerkt in geval van herhaalde adreswijzigingen van de werkzoekende —, en anderzijds, in het kader van de betrekkingen die deze Dienst onderhoudt met andere instellingen die opdrachten van openbaar nut vervullen, dat vergissingen worden vermeden bij de uitwisseling van informatiegegevens.

De toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister blijkt noodzakelijk te zijn aangezien het voor de Dienst belangrijk is zijn gegevensbestand zorgzaam bij te werken zodat hij de dossiers betreffende de werkaanbiedingen en het sociaal statuut van de werkzoekenden snel kan beheren.

Er moet eveneens aan herinnerd worden dat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, die dezelfde doeleinden nastreeft als die van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, de machtiging heeft gekregen om toegang te hebben tot de informatiegegevens en om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken bij twee koninklijke besluiten van 26 september 1988.

Il a en outre été tenu compte du prescrit de l'article 11 de ladite loi du 8 août 1983 et de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Selon le vœu exprimé à maintes reprises par le Conseil d'Etat, le préambule du présent arrêté réfère à cette dernière disposition qui a trait au respect du principe de finalité.

Afin de garantir la confidentialité des informations obtenues du Registre national, l'accès sera organisé par le recours à des terminaux utilisés exclusivement par les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté en projet. Cet accès aura lieu par un ordinateur ou un serveur sécurisé par un code détenu exclusivement par les personnes susvisées.

Enfin, l'arrêté en projet tient compte des observations formulées par la Commission de la protection de la vie privée et le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Avis n° 18/96 du 12 juillet 1996

Avant-projet d'arrêté royal autorisant l'Office régional bruxellois de l'Emploi à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, et en particulier son article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995 ainsi que son article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 24 mai 1996, reçue à la Commission le 29 mai 1996;

Vu le rapport de M. F. Ringelheim,

Emet, le 12 juillet 1996, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE D'AVIS :

L'avant-projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée a pour objet d'autoriser l'Office régional bruxellois de l'Emploi (en abrégé : ORBEM) à :

A. Accéder aux données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9° et alinéa 2 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (ci-après la loi du 8 août 1983), à savoir :

- les nom et prénoms;
- le lieu et la date de naissance;
- le sexe;
- la nationalité;
- la résidence principale;
- le lieu et la date du décès;
- la profession;
- l'état civil;
- la composition du ménage.

Er werd bovendien rekening gehouden met het voorgeschrevene van artikel 11 van de voormelde wet van 8 augustus 1983 en van artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Volgens de wens die herhaaldelijk werd uitgedrukt door de Raad van State, wordt in de aanhef van dit besluit verwezen naar deze laatste bepaling die betrekking heeft op de naleving van het finaliteitsprincipe.

Om de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens verkregen van het Rijksregister te waarborgen, zal de toegang geregeld worden door beroep te doen op terminals die uitsluitend worden gebruikt door de personen bedoeld in artikel 1, derde lid, van het ontworpen besluit. Deze toegang zal gebeuren door middel van een computer of een server die beveiligd is door een code die enkel gekend is door de bovenvernoemde personen.

Het ontworpen besluit houdt ten slotte rekening met de door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de Raad van State uitgebrachte opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Advies nr. 18/96 van 12 juli 1996

Voorontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling machtiging wordt verleend toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995, alsmede artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Gelet op de adviesaanvraag van 24 mei 1996 van de Minister van Binnenlandse Zaken, door de Commissie ontvangen op 29 mei 1996;

Gelet op het verslag van de heer F. Ringelheim,

Brengt op 12 juli 1996 het volgende advies uit :

I. VOORWERP VAN DE ADVIESAANVRAAG :

Het voorontwerp van koninklijk besluit dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ter advies wordt voorgelegd, heeft tot doel de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (afgekort : BGDA) te machtigen tot :

A. De toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9° en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (hierna de wet van 8 augustus 1983), namelijk :

- de naam en voornamen;
- de geboorteplaats en -datum;
- het geslacht;
- de nationaliteit;
- de hoofdverblijfplaats;
- de plaats en datum van overlijden;
- het beroep;
- de burgerlijke staat;
- de samenstelling van het gezin.

Pour justifier la demande d'accès à ces informations, le rapport au Roi sur l'avant-projet d'arrêté royal, indique que l'ORBEM dans ses relations avec les organismes publics chargés de l'exécution des missions légales et réglementaires en matière de sécurité sociale des travailleurs et de placement des chômeurs, est confronté à un problème d'identification des personnes concernées et que l'utilisation du numéro d'identification du Registre national constitue la seule solution totalement efficace.

B. Utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national :

1° à des fins de gestion interne et uniquement comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires que l'Office tient pour l'accomplissement des tâches précisées à l'article 1^{er}, alinéa 2;

2° dans les relations que l'ORBEM entretient aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec :

a) le titulaire du numéro d'identification ou son représentant légal;

b) les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans le cadre de leurs compétences légales et réglementaires.

II. EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ARRETE ROYAL :

A. Accès au registre national

1. Les bases légales.

L'ORBEM est un organisme d'intérêt public classé dans la catégorie B visée à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Conformément à l'article 16, § 1^{er}, de la loi coordonnée du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, l'ORBEM exécute des missions dévolues à l'Office national de l'Emploi par l'article 7, § 1^{er}, a, d, e, f et g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi que des tâches autrefois assignées à l'Office national de l'Emploi dans le cadre de l'exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale en ce qui concerne le placement des chômeurs.

L'autorisation d'accès au Registre national peut dès lors être accordée à l'ORBEM en application de l'article 5, alinéa 1^{er} de la loi du 8 août 1983 qui prévoit que le Roi peut autoriser l'accès au Registre national aux organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

2. Justification de la demande d'accès.

L'accès aux informations du Registre national est demandé en vue de résoudre les problèmes d'identification des personnes concernées, auxquels se trouve confronté l'ORBEM dans l'exécution de ses missions légales.

La finalité du traitement des données pour lesquelles l'accès est demandé, est dès lors légitime et conforme à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

3. Etendue du droit d'accès.

L'accès au Registre national est sollicité pour les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9° de la loi du 8 août 1983, à savoir :

— les nom et prénoms — le lieu et la date de naissance — la résidence principale :

ces informations sont nécessaires pour identifier une personne déterminée dans le fichier de données.

— le sexe :

la législation relative à la protection du travail des femmes oblige l'ORBEM à connaître le sexe des demandeurs d'emploi;

— la nationalité :

donnée essentielle pour établir le droit au travail en Belgique, indépendamment de la possession éventuelle d'un permis de travail;

— le lieu et la date du décès :

ce qui permettrait sans doute, quoique non précisé dans le rapport au Roi de déterminer, le cas échéant, l'extinction des droits;

Om de aanvraag tot toegang tot deze informatiegegevens te rechtvaardigen, wordt in het verslag aan de Koning bij het voorontwerp van koninklijk besluit gesteld dat de BGDA, in zijn betrekkingen met de openbare instellingen belast met de uitvoering van de wettelijke en reglementaire opdrachten betreffende de sociale zekerheid van de werknemers en de plaatsing van de werklozen, geconfronteerd wordt met een identificatieprobleem van de betrokken personen. Het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister vormt de enige echte oplossing voor dit probleem.

B. Het gebruik van het identificatienummer van de personen ingeschreven in het Rijksregister :

1° voor doeleinden van intern beheer en enkel als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die de Dienst houdt voor het vervullen van de taken bedoeld in artikel 1, tweede lid;

2° in de betrekkingen die de BGDA voor de doeleinden bedoeld in artikel 1, tweede lid, onderhoudt met :

a) de houder van het identificatienummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

b) de openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging hebben verkregen, bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983, en die handelen in het kader van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

II. ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT

A. Toegang tot het rijksregister.

1. De wettelijke basissen.

De BGDA is een instelling van openbaar nut, gerangschikt in de categorie B, bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Overeenkomstig artikel 16, § 1, van de gecoördineerde wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, voert de BGDA de opdrachten uit die zijn toegekend aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bij artikel 7, § 1, a, d, e, f en g, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders alsook de taken die vroeger waren toegewezen aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in het kader van de uitvoering van de maatregelen betreffende de plaatsing van werklozen die door de nationale overheid waren getroffen.

De machtiging tot toegang tot het Rijksregister kan bijgevolg worden toegekend aan de BGDA in toepassing van artikel 5, eerste lid van de wet van 8 augustus 1983. Dit stelt dat de Koning toegang mag verlenen tot het Rijksregister aan de openbare overheden of de instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

2. Rechtvaardiging van het verzoek tot toegang.

De toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister wordt gevraagd om de identificatieproblemen van de betrokken personen, waarmee de BGDA vaak geconfronteerd wordt bij de uitvoering van haar wettelijke taken, op te lossen.

Het doeleinde van de verwerking van de gegevens waarvoor de toegang wordt aangevraagd, is bijgevolg wettig en in overeenstemming met de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

3. Omvang van het toegangsrecht.

De toegang tot het Rijksregister wordt gevraagd voor de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, van de wet van 8 augustus 1983, namelijk :

— de naam en voornamen — de geboorteplaats en -datum — de hoofdverblijfplaats :

deze informatiegegevens zijn noodzakelijk voor de identificatie van een bepaalde persoon in het gegevensbestand.

— het geslacht :

de wetgeving betreffende de arbeidsbescherming van vrouwen verplicht de BGDA tot het kennen van het geslacht van de werkzoekenden;

— de nationaliteit :

essentieel gegeven om het recht op arbeid in België vast te stellen, onafhankelijk van het eventuele bezit van een arbeidsvergunning;

— de plaats en datum van overlijden :

dit laat ongetwijfeld toe om, indien nodig, te bepalen of de rechten vervallen zijn, hoewel dit niet vermeld is in het verslag aan de Koning;

— la profession :
donnée essentielle pour le placement, elle doit être impérativement connue;

— l'état civil et la composition du ménage :
Il s'agit d'informations qui interviennent dans le traitement des offres d'emploi.

Il ressort des explications qui précèdent que les données demandées paraissent pertinentes et non excessives par rapport aux finalités visées.

L'article 1^{er}, dernier alinéa de l'avant-projet d'arrêté royal dispose que l'accès aux modifications successives apportées aux informations précitées est limité à une période de cinq ans précédant la communication de ces informations. Ce délai se justifie par le fait que la période moyenne d'inscription d'un demandeur d'emploi est de dix mois et que le dossier est conservé ensuite pendant quatre ans.

4. Utilisation des informations

L'article 2, alinéa 1^{er} de l'avant-projet d'arrêté royal prévoit que les informations obtenues ne peuvent être utilisées qu'aux fins visées à l'alinéa 2 dudit article et qu'elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers :

- 1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, ou leurs représentants légaux;
- 2° les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes été désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec l'ORBEM, aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Cette disposition n'appelle pas de commentaires.

5. Désignation des personnes autorisées à accéder aux données.

Suivant l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'avant-projet, l'accès aux informations est réservé :

- 1° au directeur général de l'ORBEM;
- 2° aux membres du personnel dudit Office que le directeur général désigne, à cet effet, nommément et par écrit, et qui, en raison des fonctions qu'ils exercent, doivent nécessairement avoir connaissance des informations susvisées.

La Commission estime souhaitable que les membres du personnel de l'ORBEM ayant accès au Registre national signent un document par lequel ils s'engagent à veiller à la sécurité et à la confidentialité des données auxquelles ils ont accès.

B. Utilisation du numéro d'identification du Registre national.

1. Base légale.

L'article 8 de la loi du 8 août 1983 dispose que le Roi peut autoriser les autorités publiques et les organismes visés à l'article 5 à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

2. Objet et justification de la demande d'utilisation du numéro d'identification du Registre national.

Les articles 3 et 4 de l'avant-projet d'arrêté royal autorisent les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 3 (le directeur général de l'ORBEM et les membres du personnel qu'il désigne) à utiliser le numéro d'identification :

- 1° à des fins de gestion interne et exclusivement comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par l'ORBEM dans l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2;
- 2° dans les relations que l'ORBEM entretient d'une part avec le titulaire du numéro d'identification ou son représentant légal et d'autre part avec les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans le cadre de leurs compétences légales et réglementaires.

Ces dispositions de l'avant-projet d'arrêté sont justifiées comme suit dans le rapport au Roi.

L'utilisation du numéro d'identification du Registre national permettra d'une part, dans le cadre de la gestion interne de l'Office, d'éviter les doubles emplois — inconvénient fréquemment relevé en cas de

— het beroep :
essentieel gegeven voor de plaatsing, en moet noodzakelijkerwijs gekend zijn;

— de burgerlijke staat en samenstelling van het gezin :
het gaat over informatiegegevens die in aanmerking worden genomen bij de behandeling van de werkaanbiedingen.

Uit voorafgaande verklaringen blijkt dat de gevraagde gegevens relevant en niet overmatig zijn ten opzichte van de bedoelde doeleinden.

Artikel 1, laatste lid van het voorontwerp van koninklijk besluit stelt dat de toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die zijn aangebracht aan de vermelde informatiegegevens, wordt beperkt tot een periode van vijf jaar voorafgaand aan de mededeling van deze informatiegegevens. Deze termijn wordt gerechtvaardigd door het feit dat de gemiddelde inschrijvingstermijn van een werkzoekende tien maanden bedraagt en dat het dossier vervolgens gedurende vier jaar wordt bewaard.

4. Gebruik van de informatiegegevens

Artikel 2, eerste lid van het voorontwerp van koninklijk besluit stelt dat de verkregen informatiegegevens enkel mogen worden gebruikt voor de doeleinden bedoeld in het tweede lid van dat artikel en dat ze niet aan derden mogen worden meegedeeld.

Worden niet als derden beschouwd :

- 1° de natuurlijke personen op wie deze informatiegegevens betrekking hebben, of hun wettelijke vertegenwoordigers;
- 2° de openbare overheden en instellingen die krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983 zelf zijn aangewezen, voor de informatiegegevens die hun kunnen worden meegedeeld op grond van hun aanwijzing en in het kader van de betrekkingen die ze onderhouden met de BGDA, voor de doeleinden opgesomd in artikel 1, tweede lid.

Deze bepaling roept geen bemerkingen op.

5. Aanwijzing van de personen die gemachtigd zijn tot de toegang tot de gegevens.

Overeenkomstig artikel 1, derde lid van het voorontwerp, is de toegang tot de informatiegegevens voorbehouden aan :

- 1° de directeur-generaal van de BGDA;
- 2° de personeelsleden van deze Dienst die de Directeur-generaal daartoe schriftelijk en bij naam aanwijst en die op grond van de functies die zij uitoefenen, noodzakelijkerwijs kennis moeten hebben van de bovenvermelde informatiegegevens.

De Commissie acht het wenselijk dat de personeelsleden van de BGDA die toegang hebben tot het Rijksregister een document ondertekenen waardoor zij zich verplichten toe te zien op de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens waartoe zij toegang hebben.

B. Gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister

1. Wettelijke basis.

Artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 stelt dat de Koning de openbare overheden en de instellingen bedoeld bij artikel 5 kan machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald.

2. Voorwerp en rechtvaardiging van het verzoek tot gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister.

De artikelen 3 en 4 van het voorontwerp van koninklijk besluit machtigen de personen bedoeld in artikel 1, derde lid (de Directeur-generaal van de BGDA en de personeelsleden die hij aanwijst), het identificatienummer te gebruiken :

- 1° voor doeleinden van intern beheer en enkel als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die worden gehouden door de BGDA voor het vervullen van de taken bedoeld in artikel 1, tweede lid;
- 2° in de betrekkingen die de BGDA onderhoudt met enerzijds de houder van het identificatienummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger en met anderzijds de openbare overheden en de instellingen die zelf de machtiging hebben verkregen, bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983, en die handelen in het kader van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Deze bepalingen van het voorontwerp van besluit worden in het verslag aan de Koning gerechtvaardigd als volgt.

Het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister zal er enerzijds, in het kader van het intern beheer van de Dienst, voor zorgen dat dubbel gebruik wordt vermeden — een nadeel dat regelmatig wordt

changements d'adresse répétés du demandeur d'emploi — et, d'autre part, dans le cadre des rapports que cet Office entretient avec d'autres organismes remplissant des missions de service public, d'éviter les confusions lors des échanges d'informations.

La Commission a émis à diverses reprises un avis défavorable concernant des demandes d'utilisation du numéro d'identification du Registre national, en raison des risques accrus d'atteinte à la vie privée résultant d'une banalisation excessive dudit numéro.

Cependant, compte tenu des explications contenues dans le rapport au Roi de l'avant-projet d'arrêté, montrant la nécessité pour l'ORBEM d'utiliser le numéro d'identification dans des limites circonscrites, compte tenu de la nature des missions remplies par l'ORBEM, ainsi que des mesures de sécurité prévues, l'utilisation du numéro d'identification paraît se justifier en l'espèce.

C. Accès, utilisation et mesures de sécurité.

Il est rappelé que l'Office national de l'Emploi poursuivant des finalités identiques à celles de l'ORBEM, a obtenu l'autorisation d'accéder aux informations et d'utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques par deux arrêtés royaux datés du 26 septembre 1988.

Le rapport au Roi précise, en outre, qu'il a été tenu compte du prescrit de l'article 11 de la loi du 8 août 1983 et de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et que, selon le voeu exprimé par le Conseil d'Etat, le préambule de l'avant-projet d'arrêté réfère à cette dernière disposition.

Enfin, pour garantir la confidentialité des informations obtenues du Registre national, l'accès sera organisé par le recours à des terminaux utilisés exclusivement par les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté en avant-projet. Cet accès aura lieu par un ordinateur ou un serveur sécurisé par un code détenu exclusivement par les personnes susvisées.

Il conviendrait néanmoins que les mesures de sécurité visant à garantir la confidentialité des informations obtenues du Registre national, fassent l'objet d'une disposition inscrite dans l'arrêté royal.

Par ces motifs,

la Commission, sous réserve des observations énoncées ci-dessus, émet un avis favorable.

Le secrétaire,
(signé) J. Paul.

Le président,
(signé) P. Thomas.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 15 janvier 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification", a donné le 30 juin 1997 l'avis suivant :

Examen du projet

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques prévoit en son alinéa 1^{er} que le Roi autorise l'accès au registre national aux autorités publiques "pour les informations qu'elles sont habilitées à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret".

Pour la détermination des informations que ces autorités publiques sont habilitées à connaître, on peut considérer qu'une telle habilitation, si elle n'est pas exprimée en termes expresse, peut s'induire des missions dont ces autorités publiques sont chargées par la loi ou par un décret ou en vertu de la loi ou d'un décret.

opgemerkt ingeval van herhaalde adreswijzigingen van de werkkzoekenden, anderzijds, in het kader van de betrekkingen die deze Dienst onderhoudt met andere instellingen die opdrachten van openbaar nut vervullen, dat vergissingen worden vermeden bij de uitwisseling van informatiegegevens.

De Commissie heeft al meerdere malen een ongunstig advies uitgebracht betreffende de aanvragen tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister, omwille van de toenemende schending van de persoonlijke levenssfeer die het resultaat is van een buitensporige banalisering van het vermelde nummer.

Rekening houdend met de verklaringen in het verslag aan de Koning bij het voorontwerp van besluit, waarin de noodzaak voor de BGDA wordt aangegeven om het identificatienummer te gebruiken binnen de voorgeschreven grenzen en rekening houdend met de aard van de taken die door de BGDA worden vervuld, alsook met de voorziene veiligheidsmaatregelen, kan het gebruik van het identificatienummer evenwel in dit geval gerechtvaardigd worden.

C. Toegang, gebruik en veiligheidsmaatregelen

Men denke eraan dat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, die dezelfde doeleinden nastreeft als de BGDA, machtiging heeft verkregen tot de toegang tot de informatiegegevens en tot gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen door twee koninklijke besluiten van 26 september 1988.

Het verslag aan de Koning verduidelijkt bovendien dat er rekening werd gehouden met het bepaalde in artikel 11 van de wet van 8 augustus 1983 en artikel 5 van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, en dat, zoals gewenst door de Raad van State, de aanhef van het voorontwerp van besluit naar deze laatste bepaling verwijst.

Tenslotte, teneinde de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens verkregen door het Rijksregister te verzekeren, zal de toegang georganiseerd worden via terminals die enkel gebruikt worden door de personen bedoeld in artikel 1, derde lid, van het voorontwerp van besluit. Die toegang zal via een computer of server gebeuren die beveiligd is door een code waarvan enkel voormelde personen op de hoogte zijn.

De veiligheidsmaatregelen die de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens verkregen door het Rijksregister moeten waarborgen, zouden in het koninklijk besluit moeten worden opgenomen.

Om deze redenen,

brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hoger vermelde opmerkingen, een gunstig advies uit.

De secretaris,
(get.) J. Paul.

De voorzitter,
(get.) P. Thomas.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 januari 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling machtiging wordt verleend toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken", heeft op 30 juni 1997 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen bepaalt dat de Koning toegang verleent tot het Rijksregister aan de openbare overheden "voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen".

Om te bepalen welke informatie die overheidsinstanties gemachtigd zijn te kennen, kan men ervan uitgaan dat zulk een machtiging, als die niet uitdrukkelijk wordt verleend, kan worden afgeleid uit de taken waarmee die overheidsinstanties bij wet, bij decreet of krachtens de wet of een decreet worden belast.

L'exigence d'une habilitation légale implique, dès lors, qu'il convient d'indiquer avec précision les textes légaux ou décrets en vertu desquels des missions sont confiées à ces autorités publiques.

A l'article 1^{er}, alinéa 2, on ajoutera par conséquent la référence à l'article 16, § 1^{er}, des lois relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991.

Les références faites aux 2° à 4° du même alinéa paraissent, par contre, devoir être omises. Le 2° est, en effet, imprécis. Le 3° et le 4° ne sont ni des textes légaux ou décrets, ni des textes pris en vertu d'une loi ou d'un décret sur la base desquels seraient confiées à l'Office régional bruxellois de l'emploi des missions autres que celles visées à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Observations finales

Le texte néerlandais des articles 1^{er}, 2 et 6 est susceptible d'amélioration. Des propositions de texte à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président;

Y. Kreins et P. Hanse, conseillers d'Etat;

P. Gothot, assesseur de la section de législation;

Mme A. Gielissen, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. L. Detroux, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier,
J. Gielissen.

Le président,
J.-J. Stryckmans.

14 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal autorisant l'Office régional bruxellois de l'Emploi à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Vu la loi coordonnée du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, notamment l'article 16;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 5;

Vu l'avis n° 18/96 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 12 juillet 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Die vereiste wettelijke machtiging houdt dus in dat de wetten of decreten krachtens welke aan die overheidsinstanties taken worden opgedragen, duidelijk moeten worden aangegeven.

In artikel 1, tweede lid, moet dus worden verwezen naar artikel 16, § 1, van de wetten betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991.

De verwijzingen in 2° en 4° van hetzelfde lid lijken daarentegen te moeten vervallen. Punt 2° is immers onnauwkeurig. In 3° en 4° gaat het noch om wetten of decreten, noch om regelingen die zijn vastgesteld krachtens een wet of een decreet waarbij aan de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling andere taken zouden worden opgedragen dan die genoemd in artikel 7, § 1, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van artikel 1 is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in het vijfde lid van dat artikel "wijzigingen in" in plaats van "wijzigingen die zijn aangebracht aan".

Voorts schrijve men in artikel 2 "artikel 1, eerste lid," in plaats van "artikel 1, tweede lid".

In artikel 6 schrijve men : "wordt de toegang... georganiseerd door te werken met terminals.... Deze toegang wordt verkregen... waarover uitsluitend de voornoemde personen beschikken".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, voorzitter;

Y. Kreins en P. Hanse, staatsraden;

P. Gothot, assessor van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer L. Detroux, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De griffier,
J. Gielissen.

De voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

14 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit waarbij aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling machtiging wordt verleend toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995, en artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Gelet op de gecoördineerde wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies nr. 18/96 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 12 juli 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil le 22 novembre 1996,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Office régional bruxellois de l'Emploi est autorisé à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations est autorisé exclusivement pour l'accomplissement de tâches relatives à l'emploi en exécution :

1° de l'article 7, § 1^{er}, a, d, e, f et g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2° de l'article 16, § 1^{er}, des lois relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991.

L'accès aux informations est réservé :

1° au directeur général de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

2° aux membres du personnel dudit Office que la personne visée au 1° désigne à cet effet nommément et par écrit, et qui en raison des fonctions qu'ils exercent, doivent nécessairement avoir connaissance des informations susvisées.

Les membres du personnel susvisés s'engagent par écrit à veiller à la sécurité et à la confidentialité des données auxquelles ils ont accès.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de cinq ans précédant la communication de ces informations.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être utilisées qu'aux fins visées à l'alinéa 2 dudit article. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, ou leurs représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes été désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec l'Office régional bruxellois de l'Emploi, aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Art. 3. Les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, sont autorisées à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national.

Art. 4. Le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par l'Office régional bruxellois de l'emploi dans l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé par l'Office que dans les relations qu'il entretient aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec :

1° le titulaire du numéro d'identification ou son représentant légal;

2° les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans le cadre de leurs compétences légales et réglementaires.

Art. 5. La liste des membres du personnel désignés conformément aux articles 1^{er}, alinéa 3, 2°, et 3, avec la mention de leur titre et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers op 22 november 1996,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling wordt gemachtigd toegang te hebben tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor het vervullen van taken in verband met de arbeidsbemiddeling ter uitvoering van :

1° artikel 7, § 1, a, d, e, f en g, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

2° artikel 16, § 1, van de wetten betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991.

De toegang tot de informatiegegevens is voorbehouden aan :

1° de Directeur-generaal van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

2° de personeelsleden van deze Dienst die door de in 1° bedoelde persoon daartoe schriftelijk en bij naam zijn aangewezen en die op grond van de functies die zij uitoefenen, noodzakelijkerwijs kennis moeten hebben van de bovenvermelde informatiegegevens.

De voormelde personeelsleden verbinden zich er schriftelijk toe te waken over de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens tot welke zij toegang hebben.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen in de informatiegegevens bedoeld in het eerste lid, wordt beperkt tot een periode van vijf jaar voorafgaand aan de mededeling van deze informatiegegevens.

Art. 2. De informatiegegevens die met toepassing van artikel 1, eerste lid, worden verkregen, mogen enkel gebruikt worden voor de doeleinden bedoeld in het tweede lid van dat artikel. Zij mogen niet aan derden worden meegedeeld.

Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :

1° de natuurlijke personen op wie deze informatiegegevens betrekking hebben, of hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de openbare overheden en de instellingen die krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983 zelf zijn aangewezen, voor de informatiegegevens die hun kunnen worden meegedeeld op grond van hun aanwijzing en in het kader van de betrekkingen die ze onderhouden met de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, voor de doeleinden opgesomd in artikel 1, tweede lid.

Art. 3. De personen, bedoeld in artikel 1, derde lid, worden gemachtigd het identificatienummer te gebruiken van de personen die zijn ingeschreven in het Rijksregister.

Art. 4. Het identificatienummer mag voor doeleinden van intern beheer enkel worden gebruikt als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die worden gehouden door de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling voor het vervullen van de taken bedoeld in artikel 1, tweede lid.

In geval van extern gebruik mag het identificatienummer door de Dienst enkel worden gebruikt in de betrekkingen die hij voor de doeleinden bedoeld in artikel 1, tweede lid, onderhoudt met :

1° de houder van het identificatienummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

2° de openbare overheden en de instellingen die zelf de machtiging hebben verkregen, bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983, en die handelen in het kader van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Art. 5. De lijst van de personeelsleden die overeenkomstig de artikelen 1, derde lid, 2°, en 3, zijn aangewezen, met vermelding van hun titel en hun functie, wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 6. Afin de garantir la confidentialité des informations obtenues du Registre national, l'accès à ces informations sera organisé par le recours à des terminaux utilisés exclusivement par les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, du présent arrêté. Cet accès interviendra via un ordinateur ou un serveur sécurisé par un code détenu exclusivement par les personnes susvisées.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 6. Om de vertrouwelijkheid te waarborgen van de bij het Rijksregister verkregen gegevens, wordt de toegang tot deze gegevens georganiseerd door te werken met terminals die uitsluitend worden gebruikt door de in artikel 1, derde lid, van dit besluit bedoelde personen. Deze toegang wordt verkregen via een computer of een server die beveiligd is door een code waarover uitsluitend de voornoemde personen beschikken.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 2977

[C - 97/00888]

12 DECEMBRE 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestation du personnel de la gendarmerie

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 9 décembre 1994, notamment l'article 22, modifié par les lois du 24 juillet 1992 et 9 décembre 1994;

Vu la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment les articles 13 et 14;

Vu l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1977;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestation du personnel de la gendarmerie, notamment les articles 3, 4 et 5;

Vu le protocole n° 44 du 2 juin 1997 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné les 16 septembre 1996 et 8 juillet 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989, du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

N. 97 — 2977

[C - 97/00888]

12 DECEMBER 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 27 december 1973, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994, betreffende het statuut van het personeel van het operationeel corps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 22, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1992 en 9 december 1994;

Gelet op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel corps, inzonderheid op de artikelen 13 en 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juni 1975 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de rijkswacht van een toelage voor bijkomende prestaties, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1977;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militaire die, in België verplicht wordt bepaalde werkelijke lasten te dragen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 5;

Gelet op het protocol nr. 44 van 2 juni 1997 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 september 1996 en 8 juli 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 oktober 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;